



Université
franco-allemande
Deutsch-Französische
Hochschule

ACCORD DE WEIMAR

WEIMARER ABKOMMEN



ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE RELATIF À LA CRÉATION DE L'UNIVERSITÉ FRANCO-ALLEMANDE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

- 1) Il est créé une Université franco-allemande, constituée par un réseau d'établissements d'enseignement supérieur français et allemands. Elle est dotée de la personnalité morale.
- 2) Les prescriptions figurant aux paragraphes 3, 4, 7, 9 et 31a de la Convention adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, le 21 novembre 1947, sur les immunités et privilèges des institutions spécialisées s'appliqueront tant en République française qu'en République fédérale d'Allemagne.

Article 2

La localisation du siège administratif de l'Université franco-allemande fera l'objet d'un avenant dans un délai de quatre mois à compter de la signature du présent accord.

Article 3

- 1) L'Université franco-allemande a pour mission le renforcement de la coopération entre les deux parties dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche. A cette fin, elle s'attache à :
 1. promouvoir les relations et les échanges entre établissements d'enseignement supérieur français et allemands,
 2. mettre en oeuvre des activités et des projets d'intérêt commun en matière d'enseignement, de formation initiale et continue, de recherche et de formation de jeunes chercheurs.
- 2) Dans ce cadre, elle mène notamment les actions suivantes :
 1. Elle suscite, soutient et met en oeuvre des programmes d'études franco-allemands dans différentes disciplines et différents cycles d'études, y compris les périodes de stages professionnels ;
 2. Elle favorise la mise en place de périodes d'études de durée significative dans les établissements partenaires à la condition que les études effectuées et les examens obtenus dans l'établissement partenaire soient validés ;
 3. Elle appuie l'acquisition, à l'issue de programmes d'études communs, de deux diplômes nationaux de niveau comparable ou de diplômes binationaux des établissements partenaires. Par ailleurs, l'Université franco-allemande peut délivrer ses propres diplômes avec le concours des établissements dès lors que ces derniers sont habilités à délivrer des diplômes de même niveau dans le cadre national, que l'intégration des cursus d'études justifie la délivrance d'un diplôme unique et que ce diplôme peut jouir de la validité de plein droit dans l'un et l'autre pays ;
 4. Elle soutient la mise en place d'actions de coopération dans le domaine des formations doctorales respectives des deux pays ;
 5. Elle participe à la mise en place de projets communs en matière de recherche et de développement ;
 6. Elle soutient des actions communes de formation continue ;
 7. Elle appuie le développement d'un réseau de télécommunication entre établissements membres en vue notamment de renforcer les échanges d'informations et l'enseignement à distance ;
 8. Elle favorise les rencontres dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que des coopérations avec d'autres institutions et administrations françaises et allemandes, y compris en matière de formation professionnelle extra-universitaire.

ABKOMMEN ZWISCHEN DER REGIERUNG DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND UND DER REGIERUNG DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK ÜBER DIE GRÜNDUNG EINER DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN HOCHSCHULE

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und die Regierung der Französischen Republik sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

- 1) Es wird eine Deutsch-Französische Hochschule als Verbund deutscher und französischer Hochschulen gegründet. Sie besitzt Rechtspersönlichkeit.
- 2) Hierzu finden in der Bundesrepublik Deutschland und in der Französischen Republik alle in den §§ 3, 4, 7, 9 und 31 Buchstabe a des am 21. November 1947 von der Generalversammlung der Vereinten Nationen angenommenen Abkommens über die Vorrechte und Befreiungen der Sonderorganisationen niedergelegten Bestimmungen Anwendung.

Artikel 2

Der Ort des Verwaltungssitzes der Deutsch-Französischen Hochschule wird innerhalb von vier Monaten nach Unterzeichnung dieses Abkommens gesondert vereinbart.

Artikel 3

- 1) Aufgabe der Deutsch-Französischen Hochschule ist die Stärkung der Zusammenarbeit zwischen den beiden Vertragsparteien im Hochschul- und Forschungsbereich. Zu diesem Zweck wird sie bestrebt sein,
 1. die Beziehungen und den Austausch zwischen deutschen und französischen Hochschulen zu fördern,
 2. Aktivitäten und Projekte von gemeinsamem Interesse in Lehre, Erstausbildung und Weiterbildung, Forschung und Ausbildung des wissenschaftlichen Nachwuchses durchzuführen.
- 2) In diesem Rahmen wird sie insbesondere tätig durch:
 1. Initiierung, Förderung und Durchführung von deutsch-französischen Studienprogrammen in den verschiedenen Fächern und Studienstufen einschließlich berufspraktischer Studienphasen;
 2. Förderung von langfristigen Studienaufenthalten an den jeweiligen Partnerhochschulen, sofern das an der Partnerhochschule absolvierte Studium und die dort abgelegten Prüfungen anerkannt werden;
 3. Ausbau der Möglichkeit, als Abschluss gemeinsamer Studienprogramme zwei vergleichbare nationale Abschlüsse oder binationale Abschlüsse der Partnerhochschulen zu erwerben. Darüber hinaus kann die Deutsch-Französische Hochschule unter Mitwirkung der Hochschulen eigene Abschlüsse verleihen, sofern letztere auf nationaler Ebene gleichwertige Abschlüsse verleihen dürfen, die Verleihung eines einheitlichen Abschlusses durch die Integration der Studiengänge gerechtfertigt ist und dieser Abschluss in beiden Ländern ohne weiteres anerkannt werden kann;
 4. Förderung von Kooperationsvorhaben im Bereich der Graduiertenausbildung in beiden Ländern;
 5. Beteiligung an der Vorbereitung gemeinsamer Vorhaben in Forschung und Entwicklung;
 6. Förderung gemeinsamer Weiterbildungsmaßnahmen;
 7. Unterstützung der telekommunikativen Vernetzung der Mitgliedshochschulen, insbesondere zur Förderung des Informationsaustausches und des Fernunterrichts;
 8. Förderung von Begegnungen im Hochschul- und Forschungsbereich und von Kooperationsvorhaben mit anderen deutschen und französischen Einrichtungen und Behörden unter Einbeziehung der hochschulexternen Berufsausbildung.

L'Université franco-allemande est ouverte à la coopération avec des établissements d'enseignement supérieur de pays tiers, notamment européens.

3) Peuvent devenir membres de l'Université franco-allemande des établissements d'enseignement supérieur français et allemands qui mettent en oeuvre un programme de coopération dans les domaines de l'enseignement, de la formation des jeunes chercheurs et de la recherche, dans les conditions mentionnées au point 2. al. 2 de l'article 6 du présent accord. Pour réaliser ses objectifs, l'Université franco-allemande apporte un soutien d'ordre pédagogique, administratif et financier aux établissements membres et à ceux qui, par la mise en place de programmes communs conformes aux critères qu'elle établit, sont susceptibles de le devenir.

Article 4

Les organes de l'Université franco-allemande sont :

- le président et le vice-président,
- le conseil d'université,
- l'assemblée des établissements membres.

Article 5

1) Le président et le vice-président, l'un étant français, l'autre allemand, sont élus par l'assemblée des établissements membres sur proposition du conseil d'université, selon des modalités fixées par le règlement intérieur. Leur mandat est de quatre ans, renouvelable une seule fois. Leurs fonctions alternent à mi-mandat.

2) Le président, avec le concours du vice-président, est responsable de la mise en oeuvre de la politique de l'Université franco-allemande dans le cadre des décisions du conseil d'université. Il la représente à l'égard des tiers.

3) Le président dispose d'un secrétariat dirigé par un secrétaire général, assisté d'un adjoint. Ceux-ci sont désignés par le président après avis du conseil d'université. Le vice-président peut, dans l'exercice de ses fonctions, faire appel aux services de ce secrétariat.

Article 6

1) Le conseil d'université comprend vingt-deux membres, en nombre égal pour chaque partie :

1. Le président et le vice-président ;
2. Quatre représentants des administrations publiques : un représentant du ministre des affaires étrangères et un représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, du côté français, un représentant du Gouvernement fédéral et un représentant des Länder, du côté allemand ;
3. Huit enseignants et enseignants-chercheurs dont quatre sont désignés par l'assemblée des établissements membres, d'une part, deux par la conférence des recteurs d'université allemands, un par la Conférence des présidents d'université et un par la conférence des directeurs d'écoles et de formations d'ingénieurs, d'autre part ;
4. Quatre membres désignés en raison de leurs compétences par le ministre des affaires étrangères et par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, du côté français, par l'Office allemand d'échanges universitaires et par l'Association allemande pour la recherche (Deutsche Forschungsgemeinschaft), du côté allemand ;
5. Quatre personnalités du monde économique, cooptées par le conseil d'université.

Le mandat des membres du conseil autres que les représentants des administrations publiques est de quatre ans, renouvelable une fois.

2) Le conseil d'université détermine les orientations de l'Université franco-allemande. Par ailleurs :

1. Il arrête les programmes de coopération et les évalue ;
2. Il décide des conditions d'adhésion des établissements, approuve les conventions et les subventions correspondantes ;
3. Il vote le budget et approuve les comptes. Il élabore les règles assurant la bonne gestion des crédits. Il désigne, en accord avec chacun des deux Gouvernements, deux commissaires aux comptes, l'un français, l'autre allemand, chargés, dans le cadre des règles propres à l'Université franco-allemande, de contrôler en commun chaque année l'utilisation des crédits et de lui en rendre compte. Il donne, après examen du rapport des commissaires aux comptes et des observations éventuelles du président, quitus à ce dernier de sa gestion pour l'exercice en cours ;

Die Deutsch-Französische Hochschule ist offen für die Zusammenarbeit mit Hochschulen anderer, insbesondere europäischer Länder.

3) Mitglieder der Deutsch-Französischen Hochschule können unter den in Artikel 6 Absatz 2 Nummer 2 genannten Bedingungen deutsche und französische Hochschulen werden, die ein Kooperationsprogramm in den Bereichen Lehre, Ausbildung des wissenschaftlichen Nachwuchses und Forschung durchführen. Zur Verwirklichung ihrer Ziele unterstützt die Deutsch-Französische Hochschule in curricularer, administrativer und finanzieller Hinsicht die Mitgliedshochschulen und solche Hochschulen, die aufgrund gemeinsamer, den Kriterien der Deutsch-Französischen Hochschule entsprechender Programme Mitglied werden können.

Artikel 4

Die Organe der Deutsch-Französischen Hochschule sind:

- der Präsident und der Vizepräsident,
- der Hochschulrat,
- die Versammlung der Mitgliedshochschulen.

Artikel 5

1) Der Präsident und der Vizepräsident, von denen der eine Deutscher, der andere Franzose ist, werden von der Versammlung der Mitgliedshochschulen auf Vorschlag des Hochschulrats gewählt; das Nähere bestimmt die Geschäftsordnung. Ihre Amtszeit beträgt vier Jahre, einmalige Wiederwahl ist möglich. Sie tauschen ihr Amt in der Mitte der Amtszeit.

2) Der Präsident ist für die Umsetzung der Politik der Deutsch-Französischen Hochschule im Rahmen der Beschlüsse des Hochschulrats verantwortlich; er wird vom Vizepräsidenten unterstützt. Der Präsident vertritt die Deutsch-Französische Hochschule nach außen.

3) Der Präsident verfügt über ein Sekretariat, das von einem Generalsekretär geleitet wird; diesem steht ein Stellvertreter zur Seite. Der Generalsekretär und sein Stellvertreter werden vom Präsidenten nach Stellungnahme des Hochschulrats ernannt. Der Vizepräsident kann bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben die Dienste dieses Sekretariats in Anspruch nehmen.

Artikel 6

1) Der Hochschulrat besteht aus zweiundzwanzig Mitgliedern; er setzt sich paritätisch zusammen aus:

1. dem Präsidenten und dem Vizepräsidenten,
2. vier Vertretern der staatlichen Behörden: auf deutscher Seite je einem Vertreter der Bundesregierung und der Länder, auf französischer Seite je einem Vertreter des Außenministers und des für das Hochschulwesen zuständigen Ministers,
3. acht als Lehrkräfte sowie als Lehrkräfte und Forscher tätigen Wissenschaftlern, von denen vier von der Versammlung der Mitgliedshochschulen, zwei von der deutschen Hochschulrektorenkonferenz, einer von der Conférence des présidents d'université und einer von der Conférence des directeurs d'écoles et de formation d'ingénieurs ernannt werden.
4. vier Mitgliedern, die aufgrund ihrer Sachkompetenz ernannt werden, auf deutscher Seite vom Deutschen Akademischen Austauschdienst und von der Deutschen Forschungsgemeinschaft und auf französischer Seite vom Außenminister und von dem für das Hochschulwesen zuständigen Minister,
5. vier Persönlichkeiten aus der Wirtschaft, die vom Hochschulrat kooptiert werden.

Die Amtszeit der Ratsmitglieder mit Ausnahme der Vertreter der staatlichen Behörden beträgt vier Jahre; sie kann einmal um weitere vier Jahre verlängert werden.

2) Der Hochschulrat legt die Leitlinien für die Deutsch-Französische Hochschule fest. Darüber hinaus

1. beschließt und bewertet er die Kooperationsprogramme;
2. entscheidet er über die Bedingungen für die Aufnahme von Hochschulen und genehmigt die entsprechenden Übereinkünfte und Mittelzuweisungen;
3. verabschiedet er den Haushalt und genehmigt den Jahresabschluss; erlässt er Richtlinien für eine sorgsame Verwaltung der Haushaltsmittel; bestellt er im Einvernehmen mit den beiden Regierungen je einen deutschen und einen französischen Rechnungsprüfer, die gemeinsam im Rahmen der Vorschriften der Hochschule jährlich die Verwendung ihrer Mittel prüfen und dem Hochschulrat Bericht erstatten; erteilt er nach Prüfung des Berichts der Rechnungsprüfer und einer etwaigen Stellungnahme des Präsidenten diesem Entlastung hinsichtlich der Ausführung des Haushaltsplans;

4. Il approuve le rapport d'activité annuel du président.

Le conseil d'université adopte son règlement intérieur. Les décisions relevant de l'alinéa 2 point 3 du présent article ne peuvent être prises qu'avec l'accord des représentants des administrations publiques. Les questions relatives à l'enseignement et à la recherche relèvent de la seule compétence des enseignants-chercheurs membres du conseil d'université.

3) Le conseil d'université met en place une commission scientifique dont la composition est arrêtée par les membres du conseil d'université figurant aux points 1 et 3 de l'alinéa 1^{er} du présent article. Les modalités de sa mise en place relèvent du règlement intérieur. La commission scientifique est consultée notamment sur les questions relatives aux programmes d'études et de recherche, ainsi que sur la délivrance de diplômes par l'Université franco-allemande.

Article 7

1) L'assemblée des établissements membres comprend un représentant de chacun des établissements membres. Elle se réunit une fois par an sous la présidence du président de l'Université franco-allemande. Celui-ci ne participe pas aux votes.

2) L'assemblée des établissements membres désigne ses représentants au sein du conseil d'université et élit le président ainsi que le vice-président sur propositions du conseil d'université. Le président lui présente son rapport d'activité annuel.

3) L'assemblée des établissements membres peut formuler auprès du conseil d'université des propositions relatives au domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le cadre de l'Université franco-allemande.

Article 8

1) L'Université franco-allemande dispose de son propre budget.

2) Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne mettent à sa disposition des fonds d'un montant sensiblement équivalent. L'Université franco-allemande peut par ailleurs bénéficier de financements tiers.

3) Le président est l'ordonnateur des recettes et des dépenses dans le cadre des décisions du conseil d'université.

Article 9

1) Le ministre français chargé de l'enseignement supérieur et le plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne pour les affaires culturelles dans le cadre du Traité sur la coopération franco-allemande désignent un président et un vice-président chargés de la mise en place de l'Université franco-allemande. Leur présidence prend fin dès lors que l'Université franco-allemande dispose des organes nécessaires à son fonctionnement.

2) L'Université franco-allemande prend en charge les missions du Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur, créé par un accord, sous la forme d'un échange de lettres entre les deux gouvernements, en date du 12 novembre 1987. Les parties signataires prennent les dispositions nécessaires à ce transfert après consultation du président de l'Université franco-allemande et du président du Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur.

Article 10

Le présent accord est conclu pour une durée de quatre ans. Il est ensuite renouvelé tacitement par périodes de même durée, sauf dénonciation qui devra être notifiée, par la voie diplomatique et par écrit, deux ans au moins avant l'expiration du terme de la période en cours. Le présent accord peut être modifié ou complété par des avenants.

Article 11

Chacune des parties contractantes notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de la réception de la seconde notification.

4. genehmigt er den jährlichen Tätigkeitsbericht des Präsidenten.

Der Hochschulrat gibt sich eine Geschäftsordnung. Die Beschlüsse nach Absatz 2 Nummer 3 können nur mit Zustimmung der Vertreter der staatlichen Behörden gefasst werden. Fragen der Lehre und Forschung unterliegen der alleinigen Zuständigkeit der als Lehrkraft und Forscher tätigen Mitglieder des Hochschulrats.

3) Der Hochschulrat setzt einen wissenschaftlichen Beirat ein, dessen Zusammensetzung von den in Absatz 1 Nummern 1 und 3 genannten Mitgliedern des Hochschulrats bestimmt wird. Die Einzelheiten seiner Einsetzung werden in der Geschäftsordnung geregelt. Der wissenschaftliche Beirat wird insbesondere zu Fragen der Studien- und Forschungsprogramme sowie zur Verleihung von Abschlüssen durch die Deutsch-Französische Hochschule gehört.

Artikel 7

1) Die Versammlung der Mitgliedshochschulen setzt sich aus je einem Vertreter der Mitgliedshochschulen zusammen. Sie tritt einmal jährlich unter dem Vorsitz des Präsidenten der Deutsch-Französischen Hochschule zusammen. Der Präsident hat kein Stimmrecht.

2) Die Versammlung der Mitgliedshochschulen ernennt ihre Vertreter im Hochschulrat und wählt auf Vorschlag des Hochschulrats den Präsidenten und den Vizepräsidenten. Sie nimmt den jährlichen Tätigkeitsbericht des Präsidenten entgegen.

3) Die Versammlung der Mitgliedshochschulen kann dem Hochschulrat Vorschläge zu Hochschul- und Forschungsangelegenheiten im Rahmen der Deutsch-Französischen Hochschule unterbreiten.

Artikel 8

1) Die Deutsch-Französische Hochschule verfügt über einen eigenen Haushalt.

2) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und die Regierung der Französischen Republik stellen der Deutsch-Französischen Hochschule Mittel in vergleichbarer Höhe zur Verfügung. Eine zusätzliche Finanzierung kann aus Mitteln Dritter erfolgen.

3) Der Präsident hat im Rahmen der Beschlüsse des Hochschulrats die Anordnungsbefugnis für die Einnahmen und Ausgaben.

Artikel 9

1) Der Bevollmächtigte der Bundesrepublik Deutschland für kulturelle Angelegenheiten im Rahmen des Vertrages über die deutsch-französische Zusammenarbeit und der für das Hochschulwesen zuständige französische Minister ernennen einen Präsidenten und einen Vizepräsidenten, die mit der Errichtung der Deutsch-Französischen Hochschule beauftragt werden. Ihre Amtszeit endet, sobald die Deutsch-Französische Hochschule über funktionsfähige Organe verfügt.

2) Die Deutsch-Französische Hochschule übernimmt die Aufgaben des Deutsch-französischen Hochschulkollegs, das durch eine Vereinbarung durch Notenwechsel vom 12. November 1987 zwischen den beiden Regierungen gegründet wurde. Die Unterzeichnerparteien treffen die für diese Überleitung erforderlichen Regelungen nach Anhörung des Präsidenten der Deutsch-Französischen Hochschule und des Präsidenten des Deutsch-französischen Hochschulkollegs.

Artikel 10

Dieses Abkommen wird für eine Dauer von vier Jahren geschlossen. Es verlängert sich danach stillschweigend um Zeitabschnitte derselben Dauer, sofern es nicht unter Einhaltung einer Frist von mindestens zwei Jahren vor Ablauf des jeweiligen Zeitabschnitts auf diplomatischem Weg schriftlich gekündigt wird. Das Abkommen kann durch Zusatzabkommen geändert oder ergänzt werden.

Artikel 11

Dieses Abkommen tritt einen Monat nach dem Tag in Kraft, an dem die Vertragsparteien einander mitgeteilt haben, daß die innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind. Maßgebend ist der Tag des Eingangs der letzten Mitteilung.

Fait à Weimar le 19 septembre 1997, en double exemplaire, en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Geschehen zu Weimar am 19. September 1997 in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

**Für die Regierung
der Französischen Republik
Pour le Gouvernement
de la République française**

Hubert Védrine

**Für die Regierung
der Bundesrepublik Deutschland
Pour le Gouvernement
de la République fédérale d'Allemagne**

Klaus Kinkel



Université
franco-allemande
Deutsch-Französische
Hochschule

Villa Europa · Kohlweg 7 · D-66123 Saarbrücken
Tel.: + 49 (0)681 93812-100 · Fax: + 49 (0)681 93812-111
E-Mail: info@dfh-ufa.org · www.dfh-ufa.org